

Paris, le 15 mars 2018

Où en est-on du plan d'urgence pour les STAPS ?

La situation des STAPS, notamment le ratio moyens financiers, matériels, humains/nombre d'étudiant.e.s ne sera pas réglé par Parcoursup.

Les moyens dégagés ici ou là sont importants, mais ils ont parfois été arrachés de haute lutte, comme à Rennes ou Brest, et ils ne sont pas forcément pérennes. Ils permettront peut-être d'absorber l'afflux supplémentaire d'étudiant.e.s à la rentrée prochaine, mais ils ne résoudront en rien les difficultés actuelles et le sous-encadrement constaté et dénoncé depuis quelques années dans les filières STAPS. La pénurie de postes BIATSS, d'enseignant.e.s et d'enseignant.e.s/chercheur.e.s est aujourd'hui invivable dans de nombreux établissements et aboutit à une surcharge de travail pour de nombreux collègues. Elle ne permet pas de mettre en oeuvre la formation de qualité qu'ils souhaitent et doivent dispenser.

Nous avons demandé, lors des groupes de travail du mois d'octobre un véritable « plan d'urgence » pour les STAPS, pour l'instant sans réponse. Aucune trace d'une décision officielle, ni de plan d'investissement clairement défini.

Le SNESUP et le SNEP appellent à ce que le plan d'urgence STAPS demandé par toute la communauté à l'occasion des groupes de travail de la fin d'année 2017, soit très rapidement rendu public établissement par établissement. Nous ne pouvons nous contenter de constater ici ou là le saupoudrage de moyens sans connaître la logique qui sous-tend les répartitions, et sans connaître les planifications pour les années à venir. Le SNESUP et le SNEP ne peuvent accepter que la situation actuelle soit réglée en partie par le transfert de postes du second degré vers le supérieur, alors que le nombre de postes au CAPEPS a diminué très significativement cette année ! En conséquence, ils demandent a minima le rétablissement des 170 postes dont a été amputé le nombre de postes au budget pour l'EPS cette année. ■